

Sur le parvis du Samusocial, 450 personnes évacuées : « Tout le monde est dans le brouillard »

[Faïza Zerouala](#) 13 août 2026 à 19h08

À la vue des nombreux CRS et gendarmes, Naminata, 2 ans, a pris peur. Paniquée, elle s'est mise à pleurer et a vomi, racontent ses parents, Affoussiata et Ibrahim. Sa mère lui a donné un médicament et essaie de la réconforter.

Depuis un mois, la famille vit sur le parvis du Samusocial, dans le XIII^e arrondissement de Paris, occupé par des personnes sans solution d'hébergement et [des travailleuses et travailleurs sociaux en grève](#) dans une alliance inédite. Et ce matin du jeudi 13 août, dès 6 heures, elle a assisté à l'évacuation du campement.

Mercredi 12 août, les préfectures de la région Île-de-France et de Paris ainsi que la préfecture de police ont publié un arrêté demandant l'évacuation du site, occupé par « *environ 400 personnes, parmi lesquelles 150 mineurs et des femmes enceintes* », avant 20 heures.



Piquet de grève sur le parvis du Samusocial, dans le XIIIe arrondissement de Paris, le 13 août 2026. © Photo Faïza Zerouala / Mediapart

Elles ont justifié leur intervention par le fait que les « *conditions d'hygiène et de sécurité* », avec la présence de maladies, sont « *particulièrement préoccupantes* ». Et ce, alors que la canicule « *risque d'aggraver considérablement la situation sanitaire déjà très dégradée* ».

Les constatations des associations instrumentalisées

Dans un communiqué envoyé à la presse après l'opération, la préfecture rappelle qu'il y avait sur le site « *de nombreux enfants présents, laissés souvent sans surveillance, [qui] déambulaient fréquemment aux alentours dans un secteur où le trafic routier est particulièrement dense* ». Dès l'annonce de l'évacuation, la CGT du Samusocial 75 a expliqué qu'« *il [était] hors de question d'expulser des familles et des personnes sans abri pour les remettre à la rue* ».

Dans l'arrêté, les préfectures évoquent aussi le fait que l'occupation du Samusocial, associée à un mouvement de grève, « *altère considérablement le fonctionnement quotidien* » de l'organisme et réduit la prise en charge des personnes vulnérables.

En effet, depuis le 23 juin, des agent·es du Samusocial se sont mis·es en grève après l'annonce d'une suppression de 861 nuitées d'hôtel par jour au second semestre. Il a été demandé aux écoutant·es d'annoncer aux personnes leur remise à la rue après un mois de prise en charge. Et se sont greffées à cela des revendications salariales et une demande d'amélioration de leurs conditions de travail.

Charlotte Kwantes, d'Utopia 56, juge « *hallucinant* » que la préfecture reprenne à son compte et instrumentalise les constatations des associations concernant les risques encourus par les personnes qui restent dehors.

Ce matin du 13 août, outre les nombreuses forces de l'ordre, les services de la préfecture étaient là pour orienter les personnes et proposer à certaines d'entre elles de rejoindre les sas régionaux. Un peu avant 10 heures, trois bus quasiment vides stationnaient devant le parvis. Sur place, la préfecture de la région Île-de-France et de Paris n'a pas souhaité nous indiquer la destination de ceux-ci.

La préfecture a toutefois précisé dans un communiqué que soixante-deux personnes avaient été orientées vers des structures d'accueil temporaires, dont cinquante-cinq personnes en Île-de-France dans les centres d'accueil et d'évaluation des situations (Caes) franciliens et sept personnes dans les sas régionaux, ces hébergements provisoires censés desserrer la pression sur la capitale. De plus, quatre-vingt-quatre places ont été ouvertes par la ville de Paris.

Un dispositif qui permet « *d'offrir un toit pendant plusieurs semaines, de bien meilleures conditions pour affronter les fortes chaleurs et une*

évaluation de la situation administrative [des] personnes qui en bénéficient », loue la préfecture.

Impasse et absence de solutions pérennes

Affoussiata et Ibrahim ont des petits yeux et le visage fermé, marqué par l'inquiétude. Le couple ne sait pas où aller avec leur fille. La femme et l'enfant ont été prises en charge quelque temps dans un centre d'hébergement avant d'être mises dehors. Depuis, c'est l'errance. *« On se sent mal à l'aise, on ne sait pas où aller avec la petite »*, raconte Ibrahim, qui se dit *« fatigué »*.

Toute la vie du couple tient dans une petite valise. Affoussiata tient sa fille dans ses bras, blottie contre elle. Elle avait rendez-vous à 14 heures à la mairie d'un arrondissement parisien pour l'inscrire à l'école. Face à l'incertitude du jour, elle a dû annuler.

La préfecture vient de leur proposer de monter dans un bus pour aller dans un sas régional à Rennes (Ille-et-Vilaine). Mais ils ont refusé parce que cette solution n'en est pas une à leurs yeux. *« Il n'y a pas de travail là-bas, c'est la même chose. Et surtout, après trois semaines, on te remet dehors. Je n'ai pas d'argent pour revenir. »*

Le but du Samusocial, c'est la mise à l'abri en préservant la dignité humaine. C'est l'inverse aujourd'hui, avec ces mises en rue indignes.

Nina, écoutante du 115

Le couple espère que les équipes d'Utopia 56, l'association d'aide aux sans-abri et aux migrant·es, pourra leur trouver quelque chose. *« Cette situation est déplorable, tout ce qu'on veut, c'est contribuer au développement de ce pays »*, poursuit Ibrahim. Sans papiers, il travaille comme [livreur Uber à vélo](#). La situation de cette famille est révélatrice de

l'impasse dans laquelle se trouvent ces personnes et l'absence de solutions réelles et pérennes proposées par les services de l'État.

Nina, écoutante du 115, a participé à la grève du Samusocial. Elle décrit des scènes terribles où des personnes se sont évanouies, où des enfants ont pleuré. *« Cette évacuation était inéluctable, les négociations piétinaient. »* Malgré tout, la jeune femme va voir les personnes avec lesquelles elle a pu nouer des liens pour s'assurer qu'elles comprennent bien la situation et les propositions qui leur sont faites.

Elle tient à ce qu'elles *« restent maîtresses de leur destin »*. *« On le voit bien autour de nous, les gens n'ont pas les idées claires. Je veux m'assurer qu'ils fassent un choix éclairé en étant transparente avec eux. On a trop décidé à leur place. »*

C'est la possibilité de la bienveillance qui a manqué à Nina ces derniers mois, alors qu'elle était à l'autre bout du fil au 115 pour orienter les personnes, souvent laissées sans solution. *« Le but du Samusocial, c'est la mise à l'abri en préservant la dignité humaine. C'est l'inverse aujourd'hui, avec ces mises en rue indignes. »*

Sur le parvis, des personnes ont l'air hagard. Une femme assise sur une chaise pleure, avec son fils et son chariot rempli d'affaires à côté d'elle. D'autres n'ont même pas la force de répondre aux questions de la presse. Une autre répète en boucle *« ce n'est pas humain »*.

Mounira, une Égyptienne de 54 ans, est fatiguée et effrayée. Elle est assise sur un bout de trottoir en face des bus avec ses cinq gros sacs en toile de jute et en plastique d'où débordent ses affaires. Elle ne souhaite pas quitter Paris. Mais elle ne sait où aller, ni même ce qu'il va advenir d'elle.

Mamadou, 42 ans, quitte les lieux avec sa poussette. À l'intérieur, son fils de 5 ans dort. Il est épileptique et hyperactif, décrit son père. Cela fait

deux mois que les deux dorment dans la voiture. Il en convient, son histoire n'est pas banale. « *J'avais une bonne situation, je travaillais comme informaticien, je n'imaginais jamais être là.* » Mamadou est arrivé la veille sur le campement, faute d'autre solution. Puisque l'homme doit s'occuper de son fils seul, il ne peut plus travailler et bénéficie du revenu de solidarité active (RSA).

Il juge que son fils est davantage en sécurité avec lui dans la voiture que là où ils étaient hébergés – « *le petit cassait tout* ». Il va peut-être pouvoir prétendre à une place dans un centre d'hébergement en Seine-Saint-Denis avec son fils. « *Ma seule question, c'est comment réfléchissent les gens qui prennent des décisions à notre place ? Pourquoi ils ne prennent pas en compte les enfants malades par exemple ?* »

« Une convergence des luttes unique »

De son côté, une bénévole d'Utopia 56 note que « *tout le monde est dans le brouillard* ». Un peu plus loin, les CRS font le tri dans les affaires laissées sur place. Les températures caniculaires, 38 °C annoncées jeudi 13 et vendredi 14 août, ne laissent présager rien de bon.

Pour Charlotte Kwantes, d'Utopia 56, cette évacuation est symptomatique de la situation. « *On alerte depuis des mois à propos du manque de place, mais en réalité cela montre que l'État organise cette pénurie de logements sociaux et d'hébergements d'urgence.* » La solution des sas régionaux n'est pas satisfaisante à ses yeux. « *C'est un dispositif ad hoc qui ne relève même pas du droit commun.* »

Pour elle, l'État doit pourvoir à l'hébergement de tous et toutes. Récemment, la ville de Strasbourg (Bas-Rhin) [a obtenu](#) une victoire au tribunal administratif. Une évidence a été rappelée : l'hébergement d'urgence relève d'abord de la responsabilité de l'État. Lequel a été condamné à rembourser plus de 536 000 euros à la ville et au centre communal d'action sociale (CCAS), soit les frais correspondant à des

prises à l'abri dans un gymnase.

Plusieurs élu·es, ceint·es de leurs écharpes tricolores, ont fait le déplacement. Zoé Salaris, adjointe à la lutte contre les discriminations dans le XIII^e arrondissement, déplore que l'État, « *qui organise la pénurie de places et la pression, fasse l'autruche. Cette logique est violente* ». La députée La France insoumise (LFI) Mathilde Panot, présente avec Danièle Obono, également députée LFI, juge que cette « *lutte est unique* ».

L'alliance des travailleuses et des travailleurs sociaux du 115 avec Utopia 56 est, selon elle, « *une convergence des luttes unique* ». Et considère que c'est ce que l'État a voulu casser en évacuant le parvis. L'intervention policière a fait partir de nombreuses personnes dès la veille, par crainte des contrôles d'identité, rappelle-t-elle. L'élue s'indigne également des termes de l'arrêté de la préfecture et des raisons invoquées pour l'évacuation : « *Ces personnes vont continuer à être dehors dans tous les cas, elles ne vont pas disparaître !* »

Jordan Bernard, secrétaire général de la CGT du Samusocial 75 et gréviste, pense lui aussi que les liens tissés entre les « *usagers et professionnels autour de la grande précarité* » ont effrayé les autorités. Il déplore que pléthore de familles se retrouvent à la rue, encore.

Quant à la question des travailleuses et des travailleurs du 115, elle est en suspens, des négociations avec le conseil d'administration doivent être engagées. « *L'évacuation ne règle pas le problème !* », conclut-il.